

**L'INNOVATION CACAOYERE :
STRATEGIES D'ACTEURS, INSTITUTIONS ET CONTEXTES LOCAUX
La diffusion comparée de la cacaoculture en Afrique de l'Ouest**

Jean-Pierre Chauveau

INTRODUCTION

1. La cacaoculture en Afrique de l'ouest comme innovation

Comparativement aux grandes cultures d'exportation qui ont marqué l'histoire économique de l'Afrique de l'Ouest depuis le XIXe siècle (palmier à huile, essences à latex, arachide, caféier), le cacaoyer se distingue par l'un ou l'autre des traits suivants, qu'il est seul à présenter simultanément :

- 1) Il ne fait pas l'objet d'un usage local (notamment alimentaire) ;
- 2) Il s'agit d'une plante arbustive pérenne (durée de vie d'environ 50 ans);
- 3) Il n'est pas d'origine africaine ;
- 4) Son introduction est récente (au cours de la seconde moitié du XIXe siècle sous l'influence des établissements missionnaires de la Côte puis; à partir du début du XXe, par l'administration coloniale et par l'initiative propre des agents africains) ;
- 5) De tous ces produits, il est celui qui a sans doute connu la diffusion la plus spectaculaire, faisant dès 1912 de la Gold Coast (actuel Ghana) le premier producteur mondial et, à partir de 1919, de l'Afrique le premier continent producteur, devant l'Amérique.

Le cas du cacaoyer est donc illustratif de la diffusion rapide d'une nouveauté dans le monde agricole ouest-africain, accompagnée d'une emprise massive sur les terres cultivables à cause de son caractère pérenne. En outre, l'histoire de la cacaoculture en Afrique de l'Ouest a concerné pour l'essentiel la production "villageoise" (par opposition à la production agro-industrielle) et a suscité d'importantes innovations sociales et organisationnelles. Tout indique, a priori, qu'il s'agit d'un cas typique d'innovation rurale de grande ampleur, c'est-à-dire d'un cas d'appropriation rapide et massive par les agriculteurs d'une nouveauté introduite de l'extérieur.

En décrire les conditions de diffusion revient alors à décrire des processus d'innovation. Nous suivons en cela la démarche d'auteurs comme P. Hill (pour le Ghana) ou S. Berry (pour le Nigeria) pour lesquelles la "success story" de la cacaoculture en Afrique démontre les capacités d'initiative et d'organisation des agents et des systèmes économiques africains.

Bien que nous ne puissions en discuter précisément ici, il convient de ne pas oublier qu'une telle interprétation ne fait pas l'unanimité parmi les spécialistes qui s'intéressent à la cacaoculture (praticiens du développement ou chercheurs

de disciplines diverses). Un certain nombre d'entre eux ne voient dans la diffusion de la cacaoculture qu'une adaptation somme toute modeste d'un système de culture extensif traditionnel, dont l'extension se révèle en outre dangereuse par la saturation foncière et le gaspillage des ressources forestières auxquels elle aboutit. D'autres y voient encore une évolution imposée par l'environnement politique et économique colonial sans réelle possibilité d'initiative de la part des producteurs, sinon celle de s'ajuster aux moindres frais à ces contraintes.

Dans la conjoncture actuelle, les graves problèmes de "blocage" foncier et les difficultés que rencontrent les propositions d'intensification de la production et de régénération du verger semblent donner raison à ces thèses sceptiques quant à la mise en oeuvre d'initiatives et d'innovations véritables de la part des agents et producteurs africains - au point que le continent africain, dans son ensemble, passe en général pour ne plus être compétitif vis-à-vis des pays producteurs d'Amérique et, surtout d'Asie (encore que des observations récentes en Côte d'Ivoire et au Ghana montrent que ces tendances ne sont pas inéluctables).

Ces divergences d'appréciation me semblent cependant porter sur des critères d'évaluation rétrospective auxquels on ne peut réduire l'histoire de la cacaoculture, critères qui n'ont en outre guère de sens au regard de la complexité des processus. Regretter que la diffusion de la cacaoculture ait reposé sur des techniques extensives privilégiant la rémunération du travail plutôt que sur des techniques intensives privilégiant le rendement, dénoncer la destruction du capital forestier qui en est résulté, ou condamner la dépendance des producteurs de cacao vis-à-vis du marché international à laquelle a conduit inéluctablement l'adoption massive de la cacaoculture - ne nous éclaire en rien sur les conditions, la nature et les conséquences (dont certaines sont incontestablement porteuses de risques, comme dans toute innovation véritable) de ce que certains auteurs de l'époque, évoquant la cacaoculture africaine, ont désigné comme une véritable "révolution économique". Les diagnostics rétrospectifs portés au nom de préoccupations techniques, écologiques ou de politique économique contemporaines, aussi légitimes soient-elles dans le contexte actuel, sont toujours de mauvais résumés de l'histoire car ces diagnostics sont foncièrement anachroniques.

En conclusion sur ce point, et pour reprendre la distinction faite par Treillon, nous chercherons surtout, au travers de cet exposé, non pas à évaluer l'efficacité de l'innovation ou à en améliorer la gestion, mais à "penser l'innovation", ce qui consiste "à considérer qu'une innovation ne peut être qualifiée indépendamment du milieu chargé de la recevoir" - et, ajouterons-nous, du contexte historique qui l'a engendré.

2. Variables et modèles de la diffusion: de l'innovation-produit à l'innovation-processus

Les études qui envisagent la cacaoculture dans une perspective temporelle large (abondantes pour le Ghana et le Nigeria, moins nombreuses et moins détaillées pour la Côte d'Ivoire) fournissent des informations sur les

déterminants de sa genèse et de sa diffusion. On peut identifier dans cette littérature trois principaux modèles d'explication (Nous n'aborderons pas ici l'Afrique centrale; les cas camerounais et, plus encore, congolais et gabonais sont assez différents).

a) Un premier modèle part de la description des types d'acteurs de l'innovation en fonction des phases de sa diffusion. Il correspond à une procédure habituelle dans la sociologie et la psycho-sociologie du changement social: par exemple au modèle "épidémiologique" (tel qu'il est formalisé par Mendras et Forsé) qui privilégie la position sociale et les motivations individuelles des acteurs dans les phénomènes d'innovation.

b) Un second modèle part de la description des conditions locales et institutionnelles comparées de l'innovation. Il insiste davantage sur les variations du contexte local comme déterminants historiques de l'adoption et de la diffusion de la nouveauté. Ce "modèle contextualisé" de l'innovation est utilisé, de manière d'ailleurs souvent implicite, pour décrire l'histoire de la diffusion de l'innovation au sein de macro-ensembles sociaux hétérogènes; par exemple la diffusion de la cacaoculture à l'échelle du territoire d'un pays (Hill, Berry, Chauveau et Dozon).

c) Un troisième modèle insiste sur l'évolution dans le temps des conditions agro-écologiques de la culture d'une plante pérenne forestière comme le cacaoyer. On peut parler d'un "modèle bio-écologique" de la cacaoculture. Ce modèle, privilégié par les agro-économistes ou les économistes de la ressource (Barlow et Jayasuriya, Binswanger et McIntire, Ruf, Jarrige), insiste sur les déterminants de la production induits par les caractères agro-écologiques de la ressource (la forêt en tant que ressource naturelle renouvelable, le cacaoyer en tant que culture ayant un cycle de production et des exigences culturelles et de conditionnement spécifiques). Dans sa version la plus sophistiquée (Ruf, Jarrige), qui nous a largement inspiré ici, ce modèle, appliqué au cas ouest-africain caractérisé par la prévalence des petites exploitations familiales et par l'existence de fronts pionniers, prend en compte les variables des deux autres modèles et met en évidence un enchaînement de cycles d'échelles différentes déterminant la structure, le volume et l'évolution de la production: cycle de l'exploitant, cycle de l'exploitation, cycle régional, cycle national et même cycle international de déplacement des foyers de production.

En pratique, ces modèles d'explication de la diffusion de l'innovation se combinent dans le temps. Leur valeur de représentation respective est dès lors fonction de l'échelle, du pas de temps et des variables privilégiés.

a) Le "modèle épidémiologique" privilégie les caractéristiques des acteurs et suppose que les variables contextuelles et agro-écologiques sont identiques et constantes vis-à-vis des différentes catégories d'acteurs. Il est donc applicable à l'analyse de l'innovation dans un milieu social relativement localisé et homogène et pour un pas de temps limité.

b) Le "modèle contextualisé", quant à lui, privilégie la variabilité de l'environnement local et institutionnel des stratégies d'acteurs. D'une part, il est

complémentaire du "modèle épidémiologique" pour rendre compte dans la durée de la diffusion différentielle de l'innovation dans un milieu social large et hétérogène; d'autre part, il inclut la variable agro-écologique du "modèle bio-économique" dans la spécification des contextes locaux et de leur évolution (position des différentes régions dans l'avancée des fronts pionniers notamment).

c) Enfin, le "modèle bio-écologique" souligne pour sa part la variabilité dans le temps et dans l'espace de la ressource (la forêt et le potentiel productif du verger) et des contraintes agro-techniques au fur et à mesure du déroulement du processus de diffusion de l'innovation. Il est donc complémentaire du "modèle épidémiologique" (les types d'innovateurs se caractérisent entre autres par leur capacité à accéder à la ressource, qui dépend elle-même de la phase de diffusion de la cacaoculture) et intervient partiellement dans le "modèle contextuel" comme indiqué précédemment.

Le modèle épidémiologique de Mendras et Forsé par types d'acteurs ou de groupes d'acteurs servira de structure à notre exposé. Ce modèle est l'application de la théorie du changement social au cas de l'innovation, celle-ci étant considérée comme la diffusion d'une nouveauté et des changements que cela implique. On peut en décrire les phases successives par une courbe en "S" qui se retrouve effectivement dans les trois pays étudiés. A chacune des différentes phases correspondent des types d'acteurs et des contextes caractéristiques.

Nous distinguerons ainsi des phases successives de la diffusion de la cacaoculture comme "innovation produit" ou "innovation objet" (introduction de la nouveauté, phase des "pionniers", phase des "innovateurs", phase de la "majorité précoce d'innovateurs", phase de la "majorité tardive"). La prise en considération, pour chacune de ces phases: a) de la nature et de la position sociales des groupes d'innovateurs; b) de la particularité des conjonctures et des contextes locaux ; c) des cycles agro-écologiques, permettra de dynamiser l'approche diffusionniste en terme d'innovation-produit et de discerner la diversité des variables en oeuvre dans l'innovation considérée comme processus.

INTRODUCTION DE LA NOUVEAUTE (DERNIER TIERS DU XIXE SIECLE)

Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, le cacaoyer est introduit par des acteurs sociaux non-africains dont la stratégie est d'assurer leur implantation locale: d'abord les missions religieuses ; puis, à la fin du XIXe, quelques colons privés ; enfin, au début du siècle, l'administration coloniale et ses "jardins d'essais" ou ses "jardins botaniques".

De ces trois catégories d'acteurs, seuls les missionnaires (surtout protestants) exercent une influence notable et positive dans la diffusion de la cacaoculture. Les plantations de colons privés, contrairement à l'interprétation courante, n'ont pas d'effets d'entraînement si ce n'est qu'elles servent ultérieurement de

lieu d'approvisionnement en semences achetées ou détournées après l'adoption de la cacaoculture par les premiers pionniers africains. De son côté, l'action de diffusion par les services administratifs à partir des jardins d'essai ou par la distribution de semences suivit plus qu'elle n'initia la diffusion du cacaoyer. En Côte d'Ivoire, les méthodes autoritaires utilisées de 1908 à la première guerre mondiale pour promouvoir la cacaoculture ralentirent même la diffusion comparativement à la Gold Coast voisine et au Nigeria (cf. infra).

Dès cette phase d'introduction, un certain nombre d'Africains contribuent cependant à faire connaître la culture nouvelle: les travailleurs migrants employés dans les plantations européennes comme main d'oeuvre agricole ou comme artisans (notamment dans les plantations portugaises de Fernando Po et de Sao Tome et Principe). La figure de Tetteh Quarshie, forgeron, protestant et travailleur migrant dans les plantations de Fernando Po - qui passe dans l'histoire populaire ghanéenne pour être l'introducteur du cacao vers 1878 - est caractéristique de ce type d'acteur.

La présence européenne reste cependant un élément indiscutable de la genèse de l'innovation. Mais il s'agit d'un élément permissif et non décisif de l'innovation. Les Européens ont introduit l'innovation-produit sans pour autant avoir été les agents essentiels de sa diffusion, ils furent dans la position de "l'inventeur", qui n'est pas celle de l'innovateur qui s'approprie et met en oeuvre la nouveauté. On peut en trouver la démonstration dans la très faible importance des plantations européennes de cacaoyers durant la période coloniale (et leur quasi-disparition en Afrique de l'ouest après la seconde Guerre mondiale).

Du point de vue des contextes locaux, la présence européenne a aussi influé sur le processus de diffusion de la cacaoculture en contribuant à différencier les régions forestières au sein d'une colonie. Les possibilités d'écoulement de la production par Accra, Lagos et Tabou et Grand-Bassam ont ainsi prédéterminé la localisation des premiers foyers de diffusion de la cacaoculture. Mais ici encore cette présence n'est pas le pur produit d'un déterminisme exogène. D'une part, les établissements européens se sont surtout localisés depuis le XVe siècle (en variant dans le temps) là où le commerce africain était le plus actif et le commerce du cacao n'a pas échappé à la règle. D'autre part, la diffusion de la cacaoculture s'est opérée sélectivement à partir de ces établissements européens en suivant les lignes de force des économies indigènes comme nous allons le voir clairement par la suite.

I. LES "PIONNIERS" AFRICAINS (ANNEES 1880 ET 1890)

Cette phase recouvre la fin de la phase précédente. A partir des années 1880, apparaissent des plantations africaines de cacaoyers aux alentours de Lagos (Nigeria), Accra (Ghana) et de l'actuelle frontière ivoiro-libérienne (On notera dès à présent que, contrairement aux idées reçues, les premières plantations africaines de café et de cacao en Côte d'Ivoire apparurent dans le sud-ouest du pays et non dans le sud-est).

Ces pionniers représentent une fraction très particulière de la population côtière: au Nigeria, traitants descendant d'esclaves libérés puis réinstallés par les Anglais sur le littoral du pays Yoruba; au Ghana, notables-traitants akwapim producteurs et traitants d'huile de palme; en Côte d'Ivoire et au Libéria notables-traitants de la région de Tabou, également producteurs d'huile de palme, de caoutchouc sauvage et de café (et probablement intervenant aussi dans l'approvisionnement des navires marchands européens en homme d'équipage et en main d'oeuvre portuaire). Dans l'ensemble, les premiers producteurs de cacao combinent activités commerciales et activités agricoles (avec usage de main d'oeuvre non-familiale); ils sont intégrés au milieu social et culturel européenisé et chistianisé des centres de traite côtiers; enfin, élément important, ils ont une expérience directe des fluctuations et des cycles économiques par leurs activités commerciales, notamment au cours du dernier tiers du XIXe siècle qui correspond à une phase de récession du commerce international.

C'est précisément cette conjoncture qui incite ces agents à s'intéresser à la cacaoculture comme produit de substitution. Pour ces pionniers de la cacaoculture, le cacao représente d'abord un produit de reconversion face à la crise qui touche leurs domaines principaux d'activité: courtiers menacés par la concentration du commerce européen de traite à partir des années 1870-1880, producteurs et traitants des produits du palmier confrontés à la chute des prix dans le dernier tiers du XIXe siècle. Dans le cadre de cette évidente stratégie de reconversion, la culture et le commerce de cacao interviennent comme un élément nouveau dans un système de polyactivité antérieur destiné à rééquilibrer les risques et les opportunités du système dans son entier (la cacaoculture ne deviendra pas pour ces agents une activité exclusive). Durant cette période des années 1880-1890, la cacaoculture n'est pas la seule ni même la principale solution de reconversion. Le caoutchouc naturel (pour le commerce européen) et la noix de cola (pour le commerce interafricain) apparaissent comme des produits de substitution aux produits du palmier dont les prix se sont effondrés. La production et le commerce de ces autres articles se développent dans l'ouest forestier de la Gold Coast, dans les Etats yoruba occidentaux des Egba et d'Ibadan et, en Côte d'Ivoire, dans la frange septentrionale de la forêt (pour la cola) et dans le sud-est (pour le caoutchouc).

En outre, la mise en oeuvre de la cacaoculture implique que ces types d'acteurs mobilisent des ressources relationnelles et culturelles qui dépassent largement le seul domaine économique. Leurs stratégies s'appuient sur les relations très étroites qu'ils entretiennent avec les Missions (certains sont prédicateurs) et avec l'élite politique rurale (certains sont eux-mêmes chefs ou notables, beaucoup sont alliés aux familles de notables ou sont les interlocuteurs urbains de leur communauté rurale d'origine). Ces réseaux, au sein desquels ils apparaissent comme des intermédiaires privilégiés, sont autant de ressources pour s'approvisionner en semence (dont certains font commerce) et en main d'oeuvre (notamment en Gold-Coast et au Nigeria où des planteurs-prédicateurs sillonnent l'arrière-pays, diffusant la parole biblique en même temps que les semences de cacao tout en recrutant de la main-d'oeuvre pour les plantations du littoral).

La cacaoculture n'est donc ni un phénomène tombé du ciel, ni le résultat mécanique de l'action des colonisateurs, mais le produit de stratégies de reconversion. D'emblée, la cacaoculture s'interprète non pas simplement comme le résultat de la mobilisation de ressources inemployées ou sous-exploitées (position défendue par la théorie économique de la *vent for surplus*), mais comme un réaménagement innovant de structures économiques et sociales préexistantes fragilisées par des effets de conjoncture.

II. LES "INNOVATEURS" (ANNEES 1890 ET 1900)

1. Profil des innovateurs

Dans le modèle "épidémiologique" il s'agit de "ceux qui se décident en second", que Mendras et Forsé appellent des innovateurs "puisque'ils adoptent un comportement nouveau qui normalement va faire école. Ils sont respectables et c'est pourquoi leur exemple est suivi".

Dans le cas de la cacaoculture en Afrique de l'ouest, il s'agit de ruraux qui ont souvent eu une expérience de migration qui les a mis en contact avec la cacaoculture directement (comme main d'oeuvre ou artisans dans les premières plantations africaines de la côte ou des colonies insulaires portugaises) ou indirectement (traitants et artisans) ou encore de ruraux coreligionnaires ou alliés des premiers planteurs que ces derniers ont convaincu de l'intérêt de la nouvelle spéculation. Ce ne sont pas des marginaux, mais des acteurs dont le revenu ou la position sociale leur permettent de prendre leurs distances avec les normes établies (notamment en intégrant à l'idéologie d'accumulation lignagère une éthique de promotion personnelle), sans rompre pour autant avec leurs communautés. Ces innovateurs ont un réseau d'information plus étendu que les autres ruraux sur les opportunités nouvelles, et ils ont la capacité de tester celles-ci sans trop de risque à cause d'une certaine marge de sécurité due à leurs activités antérieures ou diversifiées. Ils suivent en cela la voie ouverte par les pionniers, dans un contexte colonial plus contraignant et plus politisé.

2. Effets contextuels et institutionnels

Comme pour les pionniers, l'adoption de la cacaoculture est une réponse à une situation de crise. Par rapport à la situation antérieure, cependant, l'affermissement du pouvoir colonial donne à cette crise des dimensions nouvelles, dont les effets s'étendent bien au delà de la frange littorale.

a) Sur le plan économique, deux facteurs se conjuguent pour faire apparaître la cacaoculture comme la meilleure (ou la moins mauvaise) des reconversions possibles. D'une part, la politique de marginalisation des intermédiaires, tant politiques que commerciaux, menée par l'administration coloniale et par les maisons de commerce accroît la crise de reconversion tant dans le milieu des "évolués" des centres côtiers que chez les traitants ruraux. D'autre part, la solution cherchée dans la récolte et la traite du caoutchouc tourne court avec

l'effondrement des cours à partir de 1907, suite à l'entrée en production de l'hévéaculture asiatique. Ces deux facteurs renforcent l'alternative cacaoyère sur la côte occidentale d'Afrique. Le réseau de récolteurs et de traitants de caoutchouc se reconvertisse d'ailleurs massivement dans la production et la traite du cacao.

b) Sur le plan social et politique, la nouvelle situation coloniale génère des réajustements qui jouent également en faveur de la cacaoculture. Par exemple, au Nigeria, le sentiment de frustration éprouvé par les intermédiaires de plus en plus marginalisés par l'administration et le commerce britanniques suscite une sorte de politisation de l'entreprise cacaoyère; la culture du cacao apparaît comme un moyen d'émancipation économique et politique pour la bourgeoisie africaine du littoral. Par ailleurs, la "Paix coloniale" provoque des réajustements entre les différents groupes d'intérêt et de pouvoir locaux. Ainsi, la démobilisation massive des armées de métier dans les Etats yoruba d'Ibadan et d'Ilesha amène les guerriers spécialisés à se tourner vers la cacaoculture commercialisée de préférence à l'agriculture d'auto-subsistance. Ou encore la stratégie de reconversion dans l'agriculture marchande de dissidents ashanti, chassés de l'Ashanti parce que favorables à la collaboration politique et économique avec les colonisateurs; porteurs d'une éthique de promotion personnelle, ils trouvent d'abord à s'investir dans le secteur du caoutchouc puis dans celui de la cacaoculture; de retour dans l'Ashanti à la faveur de l'occupation britannique, ils y seront les promoteurs zélés de la culture du cacao.

c) Sur le plan institutionnel, la diffusion de la cacaoculture par ces innovateurs s'accompagne de nouvelles formes de rapports sociaux. Ces nouveaux planteurs, souvent eux-mêmes traitants, diffusent l'usage de contrats saisonniers ou permanents de travail, qui attirent des agriculteurs des régions périphériques vers les zones côtières où la cacaoculture est maintenant développée (cas des pays egba, ibadan et ilesa au Nigeria) ou entraînent des migrations de travail qui accompagnent les migrations de colonisation (surtout en Gold Coast).

En outre, les relations d'esclavage et les pratiques de mise en gage de personnes pour dette sont également mobilisées au profit de la nouvelle culture commerciale en fournissant de la main d'oeuvre dépendante. Ces formes de rapport sociaux concernaient une part très significative des populations en pays akan et yoruba. Déjà, depuis le milieu du XIXe siècle, les obstacles dressés par les gouvernements européens pour lutter contre la traite des esclaves avaient conduit les chefs et notables de la côte, grands capitalistes de captifs, à les utiliser dans la production aurifère (en pays akan) et agricole (dans l'ensemble de la zone côtière); la progression de l'exportation des produits du palmier à huile vers la côte et de la noix de cola vers le nord s'explique en grande partie à cette époque par cette adaptation de l'institution esclavagiste. La cacaoculture a ensuite pris le relais, ce qui explique que les "innovateurs en cacao" étaient surtout des personnages éminents bénéficiant de ce volant de main-d'oeuvre asservie.

Ces innovateurs contribuent également à diffuser des modes d'appropriation fonciers originaux. Ils mettent en oeuvre ou préconisent des pratiques foncières qui, tout en faisant la part des droits fonciers communaux, "sécurisent" l'appropriation de la production pour les exploitants directs (et donc qui sécurisent aussi leur propre approvisionnement en tant qu'acheteurs de produit). Cette période de diffusion de la nouvelle culture des années 1900 et 1910 constitue un véritable laboratoire d'expérimentation de nouveaux droits d'accès et d'exploitation de la ressource forestière, en fonction des contextes historiques et locaux extrêmement variés qui prévalent dans la ceinture forestière ouest-africaine. En Gold Coast, la saturation foncière précoce de la région centrale engage les innovateurs akwapim, shai et krobu à acheter de la forêt chez leurs voisins du nord et du nord-est (suivant en cela, mais en la généralisant, une pratique antérieure utilisée pour exploiter le palmier à huile). En pays ashanti, qui devient un nouveau foyer de diffusion de la cacaoculture à partir de 1905, l'accès à la forêt reste soumis au paiement d'une rente foncière par les non-autochtones (ashanti compris) aux chefferies locales. Au Nigeria, le régime des terres n'est pas plus homogène au sein du grand ensemble yoruba. Selon l'organisation politique et l'histoire récente de l'occupation humaine des différents Etats yoruba, le régime foncier appliqué aux plantations peut privilégier l'accès libre aux ressources forestières communales, la tenure lignagère et la cession de droits d'usage contre un cadeau symbolique, le versement de rente aux autorités lignagères ou encore aux autorités politiques de l'Etat local. Il y a véritablement "invention" de droits fonciers nouveaux.

d) Sur le plan organisationnel, il est très important de souligner les initiatives prises par ces premiers planteurs pour s'organiser dans le contexte spécifique de l'économie internationale du cacao. Contrairement aux idées reçues, les premières tentatives d'organisation de la production et de la commercialisation ne sont pas imputables à l'administration coloniale mais à ces premières générations de planteurs et d'acheteurs. On peut indiquer rapidement trois domaines d'organisation dans lesquels se font sentir ces initiatives (outre les domaines fonciers et de la main d'oeuvre où l'on a noté l'émergence de nouvelles formes contractuelles).

En premier lieu, là où la raréfaction de la terre a donné lieu à des migrations de colonisation hors des premiers foyers de diffusion de la cacaoculture (cas des pays akwapim, shai et krobu en Gold Coast), les pionniers migrants se constituèrent en compagnies ou groupements pour acheter collectivement de la terre et se la répartir au prorata des apports.

Un second domaine est celui de l'organisation professionnelle. Le meilleur exemple est celui des Unions de planteurs mis en place dans la région de Lagos dans les premières années du siècle, notamment l'Agege Planters Union, créée en 1907, qui assure la diffusion des semences, regroupe la production et organise le recrutement de main d'oeuvre de l'intérieur du pays.

Un troisième domaine est celui de la défense des intérêts de la profession face au commerce de traite et aux fluctuations de la conjoncture. L'action organisée pour protester contre les bas prix ne date pas de l'ère du cacao. Déjà, dans les années 1860, par exemple, les Krobu du Ghana avaient fait la grève de la

livraison d'huile de palme lorsque son prix avait subi une forte baisse; par la suite, les traitants européens du littoral durent faire face à des mouvements organisés mais ponctuels en réaction à la dégradation des termes de l'échange ressentie par les traitants et les producteurs africains des produits du palmier. Dès la première fluctuation à la baisse du cacao, la zone centrale de Gold Coast, la plus engagée dans cette culture, se mobilise et les planteurs refusent de livrer le produit au commerce. C'est le premier des fameux *hold-ups* qui vont se succéder en s'amplifiant durant l'entre-deux-guerres. Déjà apparaissent les conflits et les alliances d'intérêt entre les différents groupes stratégiques concernés par la cacaoculture: notables-planteurs innovateurs, traitants indigènes, jeunes planteurs autochtones qui se lancent aussi dans la nouvelle spéculation (organisés dans les associations de jeunes: les *asafo*), premiers planteurs migrants soumis au paiement d'une rente foncière et représentants de l'élite urbaine.

e) Avant de conclure sur cette phase de l'innovation cacaoyère, il faut préciser la place du cas particulier et paradoxal de la Côte d'Ivoire. La diffusion de la nouveauté y a été en effet interrompue par l'action coloniale française tout en ne faisant pas exception à l'allure générale de la diffusion décrite pour la Gold Coast et le Nigeria. En effet, la diffusion de la cacaoculture et de la caféiculture, entamée dès la fin du XIXe siècle dans la région du sud-ouest frontalière avec le Libéria par des agents dont le "profil sociologique" était analogue à celui des pionniers de Gold Coast et du Nigeria, s'est trouvée bloquée par une série d'évènements exogènes: tracé de la frontière ivoiro-libérienne qui coupe la région de Tabou de son débouché libérien antérieur; disparition des intérêts commerciaux allemands avec la première Guerre mondiale (ce sont des compagnies allemandes qui étaient les principaux clients pour le café et le cacao de cette région); développement de l'infrastructure administrative et commerciale dans le sud-est ivoirien conduisant à l'enclavement extrême du sud-ouest dans la colonie; enfin, vocation de fournisseuse de main d'oeuvre prestataire assignée par les autorités coloniales à cette région. La diffusion de la cacaoculture en Côte d'Ivoire s'est donc initialement opérée sur le modèle nigéro-ghanéen, mais s'est trouvée bloquée dans ce foyer "naturel". En outre, la méthode autoritaire employée par les autorités coloniales françaises (au contraire des Britanniques) a retardé d'une vingtaine d'années le démarrage de l'adoption volontaire de la cacaoculture dans le sud-est de la colonie. Enfin, le cas ivoirien présente une particularité supplémentaire: la présence, parmi les "pionniers" et les "innovateurs", d'Africains allochtones (Sénégalais considérés par les colonisateurs français comme des agents acquis à l'oeuvre civilisatrice et commerciale française, "Gold-Coastiens" établis dans la colonie comme traitants de caoutchouc) et d'un petit colonat français et libano-syrien qui a monopolisé le circuit de commercialisation.

3. Conclusion

Cette phase des années 1890 et 1900 correspond à la prise en charge de la nouveauté par une couche sociale d'innovateurs beaucoup plus nombreuse que celle des "pionniers". On peut en outre discerner dès la fin des années 1900 (les plantations de cette époque vont arriver en production en 1912 et faire de la Gold Coast, à partir de cette date, le premier producteur mondial) la mise en

place des éléments de base dont la combinaison permet de rendre compte des principales régularités ou variations dans le processus d'innovation cacaoyère.

a) La prévalence des catégories d'agents socio-économiques privilégiées dans le processus de diffusion. Les "pionniers" demeurent influents parmi les innovateurs mais ceux-ci constituent désormais une population beaucoup plus différenciée et hétérogène. Ces groupes d'agents se diversifient en fonction de leurs objectifs et de leurs contraintes particuliers; notamment en fonction de la part des composantes autres que la seule activité de production cacaoyère qui entre dans leur stratégie à l'égard du cacao. Par exemple les composantes commerciale (pour ceux qui ont aussi une activité d'acheteurs et de traitants), politique (conforter leur pouvoir pour les chefs, améliorer leur position par la réussite économique pour les dissidents, renforcer leur position d'intermédiaire pour l'élite instruite), voire idéologique (on a vu la dimension religieuse). L'innovation cacaoyère recouvre en réalité une pluralité de projets sociaux, même si le profil sociologique général des innovateurs confirme le "modèle épidémiologique" de l'innovation.

Le fait qu'il s'agisse de couches économiquement et socialement favorisées n'autorise pas pour autant une explication mécaniste en termes de dispositions psycho-culturelles à innover. L'aspect élitaire de l'innovation cacaoyère provient tout autant de ce que ces catégories sociales sont aussi, parce que privilégiées, tenues de raffermir des positions qui sont menacées par la nouvelle conjoncture coloniale, et de ce que, pour ces mêmes groupes d'acteurs, la filière cacaoyère s'impose alors comme la moins mauvaise des reconversions possibles, après l'échec du caoutchouc, la main-mise des intérêts européens sur le secteur aurifère, l'impossibilité de poursuivre les activités guerrières, et comparativement aux secteurs de la cola et du palmier à huile. Ces derniers produits demeurent toutefois stratégiques pour leurs élites dirigeantes dans certaines régions forestières ne bénéficiant pas de bonnes conditions du point de vue de la production cacaoyère: éloignement des circuits de collecte ou médiocres conditions bio-écologiques, comme dans l'est-forestier du Nigeria.

b) Ces dernières indications suggèrent également l'importance des contextes locaux rapportés à la nouvelle situation coloniale. La cacaoculture s'impose comme substitut à des activités existantes de manière différentielle, selon l'intensité de la crise de reconversion ressentie par les différentes couches des populations et selon les situations régionales. Les régions du sud-ouest de la Gold Coast, de l'est du pays yoruba et de l'ouest ivoirien se tournent encore à cette époque vers d'autres solutions eu égard à des contraintes spécifiques: plus grand enclavement, migrations de travail vers les foyers de cacaoculture, emplois dans les entreprises minières (ouest de la Gold Coast)...

L'intérêt et la possibilité différentiels selon les régions d'entrer dans la cacaoculture, compte tenu des variables précédentes, façonnent dès cette époque l'espace économique et social de ces colonies. "L'entrée en cacaoculture" des différentes régions produit des décalages qui feront ensuite sentir leurs effets sur l'évolution future et notamment sur les relations entre les composantes régionales de la nouvelle agriculture. Des groupes sociaux ou des

communautés localisées peuvent déjà se prévaloir d'une "ancienneté dans l'innovation" et d'une expérience tant technique qu'organisationnelle dans la cacaoculture qui pèseront par la suite dans le jeu identitaire et politique. Ce que nous avons appelé le "modèle contextualisé" de l'innovation cacaoyère est en place

c) La mobilité des hommes intervient donc fortement avec pour corollaire la modification de l'intensité d'occupation des espaces cultivables et d'exploitation de la ressource forestière, variables qui sont hautement stratégiques dans le cas de cultures pérennes associées à des cultures vivrières annuelles. On peut identifier deux formes différentes et simultanées de mouvements de population en rapport avec les stratégies d'accès aux ressources cacaoyères. La première manifeste des stratégies de migration de travail de la part d'originaires de zones où la forêt est abondante mais enclavées, avec l'objectif d'accéder à un droit de culture. A cette époque, l'abondance de la ressource forestière autorise ce genre de stratégie (préférer cultiver la forêt ailleurs que chez soi en valorisant la proximité des débouchés, par exemple dans les Etats yoruba de l'ouest ou desservis par le chemin de fer, de la part des originaires des Etats de l'est).

Mais déjà se manifeste aussi l'inéluctabilité du "cycle du cacao" dans les stratégies de colonisation de la part d'originaires de foyers en voie de saturation (dans le centre et l'est de la Gold Coast). De ce point de vue, la composante "bio-écologique" fait également déjà sentir ses effets avec l'apparition précoce de cycles régionalisés d'expansion et de vieillissement des plantations, cycles qui vont engendrer une des caractéristiques majeures de la diffusion de l'innovation cacaoyère: la mise en place de vastes fronts pionniers où se conjuguent migrations de colonisation et migrations de main d'oeuvre.

III. LA DIFFUSION MASSIVE (ANNEES 1910 ET 1920)

Cette phase combine les deux formes simultanées de diffusion de la nouveauté:

a) les migrations de colonisation de terre à cacao à partir des foyers anciens peu propices à cette culture ou en voie de saturation: surtout dans le centre et l'est du Ghana où s'amplifient les migrations de colonisation des Akwapim, Shai, Krobu et Ewe du sud; mais aussi maintenant dans l'Ahafo à partir du pays ashanti;

b) la multiplication de foyers agricoles autochtones dans lesquels se diffuse la cacaoculture: au Nigeria (dans les Etats d'Ife et d'Ondo par exemple) et au Ghana (dans l'Ashanti du nord et en pays ewe) tandis qu'en Côte d'Ivoire commence le processus de diffusion hors contrainte coloniale chez les autochtones des régions du sud-est (d'abord dans l'Asikasso puis dans les autres régions anyi du Ndenié et du Sanwi et dans le pays abron) parallèlement au dépérissement des plantations antérieures du sud-ouest.

1. Profil des innovateurs

Ce profil est par conséquent plus diversifié dans cette phase précoce de l'innovation massive. De manière générale, il est très probable qu'en sont encore exclus les individus de bas statut social, comme les esclaves ou descendants d'esclaves et les "gagés" pour dettes qui fournissent encore une part importante de la main d'oeuvre des nouveaux planteurs.

A l'exception de ces catégories sociales, la cacaoculture se "démocratise" cependant, surtout parmi les planteurs originaires des foyers de cacaoculture les plus anciens par le biais des migrations. Celles-ci permettent aux "cadets sociaux" de participer à l'exploitation de la ressource forestière sans subir au même degré les contraintes sociales du milieu d'origine, d'autant que la possibilité accrue pour les "aînés sociaux" d'accéder à de la main d'oeuvre migrante les décharge en partie des obligations de travail familiales.

Dans les régions qui s'ouvrent nouvellement à la cacaoculture, il est également probable que cette activité concerne davantage les catégories sociales "ordinaires" que dans la phase précédente. La diffusion de la cacaoculture dans ces régions repose sur deux "vecteurs" qui sont aussi des facteurs de "démocratisation" de cette culture. D'une part, surtout en Gold Coast, par les migrations de colonisation originaires des foyers anciens en voie de saturation foncière. Or cette colonisation s'accompagne du développement de migrations de travailleurs originaires de régions de plus en plus lointaines (notamment déjà des régions de savane du nord) et cette main d'oeuvre migrante trouve également la possibilité d'accéder à la ressource forestière indirectement sous forme de tenure soumise au paiement d'une rente en argent (surtout au Nigeria) ou de partage du produit (le système d'*abusan* se répand en Gold Coast à cette époque). Le second vecteur de diffusion de la cacaoculture poussant à la démocratisation de cette activité, surtout au Nigeria, est le retour de travailleurs migrants dans leur région forestière d'origine pour y ouvrir des plantations (par exemple les Ondo et les Ekiti utilisés comme main d'oeuvre par la première génération de planteurs egba et ibadan).

La Côte d'Ivoire conserve dans son évolution le retard dû à l'action coloniale française de la phase antérieure: d'une part, la diffusion, qui touche surtout les notables, y est moins "démocratique" qu'au Nigeria et en Gold Coast et, d'autre part, les régions ivoiriennes de culture akan où se diffuse la cacaoculture sont simultanément des pourvoyeuses de main d'oeuvre non seulement pour les zones ivoiriennes de plantation mais aussi pour la Gold Coast. Comble du paradoxe, la région du sud-ouest où les cultures pérennes d'exportation préexistaient à la colonisation sont aussi des zones de migration vers la Gold Coast.

2. Effets contextuels et institutionnels

a) La conjoncture économique favorise de manière décisive l'opportunité cacaoyère vis-à-vis des autres opportunités. A l'exception de la campagne de 1920-21, les cours du cacao sont soutenus; ce produit apparaît comme la meilleure opportunité. Sauf contre-indication d'ordre agro-pédologique

(littoral côtier, delta du Niger) les autres cultures, pérennes comme annuelles, ne sont plus compétitives (sauf l'industrie du bois au Ghana et au Nigeria) au point que les autorités coloniales britanniques s'inquiètent dans les années 1920 des risques de monoculture. Le secteur cacaoyer concurrence même le secteur minier en Gold Coast: les travailleurs migrants se reconvertissent au portage du cacao, moins pénible et mieux payé dans les années 1920 que le travail dans les mines de Tarkwa.

Un second élément économique important de cette période est la création d'une infrastructure de transport: les voies ferrées et, aussi important, l'usage courant à partir de la fin des années 1920 du transport automobile (c'est le *lorry age*). Le choix des autorités coloniales françaises de privilégier les communications "impériales" entre la basse côte et le Soudan via la région des savanes n'avantage pas, ici encore, la diffusion de la cacaoculture en Côte d'Ivoire.

b) La différence des politiques dans les colonies britanniques et françaises explique en particulier qu'en Côte d'Ivoire la diffusion de la cacaoculture se heurte plus longtemps à des artefacts coloniaux: mesures contraignantes pour diffuser ce produit (notamment des champs collectifs obligatoires répulsifs), mesures contraignantes pour diffuser le cotonnier ou accroître la production de riz dans des régions qui se tournent vers le cacaoyer, encouragement du petit colonat européen, exclusion des indigènes du dispositif de traite au profit des Syro-Libanais, prestations de travail obligatoires beaucoup plus lourdes que dans les colonies britanniques... De manière générale, l'interventionnisme colonial français freine le processus de structuration de la société civile autour de la cacaoculture comparativement à la Gold Coast et au Nigeria.

Dans ces dernières colonies, l'expansion cacaoyère provoque au contraire des effets d'entraînement et de liaison précoces qui se traduisent par une diversification des fonctions, des acteurs et des régions autour de la nouvelle activité.

c) Cela entraîne des conséquences institutionnelles importantes dans le domaine socio-politique. Par exemple, loin d'être cantonnés au rôle de producteurs-modèles privilégiés mais passifs comme en Côte d'Ivoire, les chefs et notables des colonies britanniques peuvent se lancer dans la traite et le transport du produit et, par conséquent aussi, dans le crédit. La forme courante (préexistante à la cacaoculture) en est la mise en garantie ou en gage de plantations. L'endettement entre indigènes est sans doute une caractéristique de l'histoire de la cacaoculture au Ghana et au Nigeria. Mais un de ses aspects positifs est de stimuler l'ouverture de nouvelles plantations: il est plus facile de créer de nouvelles plantations, éventuellement en migrant, que de rembourser la dette... et le prêteur ne voit pas d'inconvénient à conserver la plantation reçue en gage.

Autres exemples de conséquences institutionnelles de la diffusion massive de la nouvelle culture sur les structures politiques locales : 1) En tant que garant du patrimoine, notamment foncier, de la collectivité, les chefs ont à intervenir de plus en plus dans les litiges ou les arrangements fonciers générés par

l'agriculture de plantation. 2) Les rentes foncières qu'ils perçoivent comme représentants de la chefferie tendent à se transformer en rentes perçues à titre personnel. 3) Dans le cadre de l'*Indirect Rule*, les chefs ont une fonction de négociateurs entre les intérêts de leurs sujets et ceux de l'administration. Il résulte de ces changements directement associés à la diffusion de la cacaoculture un renforcement des fonctions des chefs mais aussi des risques de contestation plus importants quant à l'exercice de ces fonctions (notamment lors des mouvements de protestation des planteurs qui se multiplient à partir des années 1920). 4) Autre interférence entre les institutions politiques locales et la diffusion de la cacaoculture au niveau cette fois des relations entre les chefferies ou entités politiques locales: des relations de subordination se réactualisent à propos de l'accès aux ressources forestières. En Gold Coast, les Ashanti avancent leur position de "suzerains" de l'Ahafo pour coloniser cette marche forestière de l'ancien empire ashanti; au Nigeria, les Ibadan profitent aussi de leur ancienne hégémonie pour établir des plantations dans les forêts du sud.

Enfin, la diffusion de la cacaoculture introduit une transformation de très grande ampleur des espaces socio-politiques précoloniaux. En structurant ces espaces sur la base des besoins fonctionnels de l'activité cacaoyère, elle ne met pas seulement en branle de vastes mouvements de population par les migrations de colonisation et de main d'oeuvre. Elle contribue aussi à réaménager les relations entre les différents groupes socio-culturels et entre les différentes régions de la colonie; elle contribue par là-même à les hiérarchiser entre eux par leur position dans la division des tâches: par exemple entre, d'une part, les groupes "initiateurs" de la cacaoculture, qui fournissent aussi les nouveaux colons agricoles et l'image valorisée du "planteur", et, d'autre part, les groupes "initiés" par les premiers; ou entre les groupes utilisateurs et les groupes fournisseurs de main d'oeuvre. C'est à cette époque que se forment de nouveaux critères d'identification et de représentation ethnique qui vont servir de repères dans la vie politique ultérieure de ces colonies. Dans la nouvelle société coloniale, les groupements socio-culturels les plus valorisés par les autres et par les autorités coloniales sont aussi ceux qui épuisent le plus leur patrimoine de ressources renouvelables.

d) Sur le plan organisationnel, la place désormais prépondérante de la cacaoculture dans la dynamique de croissance des économies locales induit des innovations de toute première importance. Certaines vont marquer durablement l'histoire économique et sociale des décennies suivantes, d'autres échoueront ou seront récupérées par les forces dominantes: les intérêts des métropoles et du marché mondial.

Il faut d'abord souligner le développement des actions concertées de résistance aux fluctuations et à l'organisation du marché du cacao. Les tentatives de la période précédente (de relative stabilité des cours) se généralisent face à l'amplitude nouvelle des prix offerts aux producteurs par les firmes commerciales après la Première Guerre. En Gold Coast, ce sont les *hold-ups* (refus de vente) des années 1921-1922 (dans les foyers de cacaoculture ancienne) et 1927 (dans le sud du pays ashanti); au Nigeria, c'est la rébellion de 1918 en pays egba contre la levée des impôts lors d'une baisse du prix du

cacao. De manière générale, ces mouvements paysans (dans lesquels les chefs, les acheteurs de produit et les "évolués" ont un rôle important) manifestent simultanément une contestation de l'ordre colonial, mais davantage du point de vue économique que politique. Si ces mouvements de protestation échouent, ils constituent aussi des expériences pour les mouvements des années 1930 dont l'impact sera plus décisif sur l'évolution des politiques coloniales.

Ces mouvements ponctuels sont organisés sur la base d'organisations rurales plus stables qui conjuguent des traits traditionnels réaménagés pour la circonstance (par exemple le système de représentation des jeunes fermiers par un "chef des agriculteurs" dans le système politique akan en Gold Coast, ou l'analogie avec l'organisation des guerriers en pays yoruba) et des traits incontestablement modernistes, tels les Associations de fermiers en Gold Coast et les Sociétés agricoles au Nigeria. Ces associations régionales sont alors pour la plupart indépendantes des initiatives coloniales et servent d'arènes de confrontation et de négociation entre les différents groupes d'intérêt indigènes impliqués dans la cacaoculture: producteurs, traitants, responsables politiques et intellectuels urbanisés.

Une tentative d'organisation de grande ampleur mérite d'être signalée à cette époque, bien qu'elle ait échoué. Il s'agit de l'entreprise menée par un ressortissant de Gold Coast établi au Nigeria, Winifried Tete-Ansa. S'inspirant des recommandations que le National Congress of British West Africa (organisation politique regroupant les ressortissants des colonies britanniques) fit dès 1920, Tete-Ansa mit en place une fédération des coopératives cacaoyères de Gold Coast et du Nigeria en 1925, complétée en 1928 par une banque industrielle et commerciale et, en 1930, par une compagnie de commerce chargée de commercialiser le cacao africain aux Etats-Unis à partir d'un lobby afro-américain. L'échec de la tentative, tant à cause de l'hostilité des intérêts coloniaux que des faiblesses de l'organisation et des hommes, ne doit pas occulter la remarquable ampleur du projet.

Le "retard" de la diffusion de la cacaoculture en Côte d'Ivoire, pour les raisons essentiellement politiques que l'on a vu, se traduit aussi par une moindre effervescence sur le plan des initiatives organisationnelles. Si, après la guerre, se constituent des associations dans une des régions les plus avancées dans la cacaoculture (Comité des planteurs du Sanwi), les mouvements ruraux sont encore davantage des révoltes contre la pénétration coloniale menées par des résistants traditionnalistes (chefs de guerre, féticheurs) que des revendications paysannes à base économique.

3. Conclusion

Les années 1910-1920 constituent un tournant décisif à plusieurs points de vue.

a) D'abord, la question de la diffusion de la cacaoculture ne se pose plus en termes d'incitation économique à innover mais en termes d'obstacles à la diffusion libre de la nouveauté. La prise en charge de l'innovation est faite par des couches sociales de plus en plus "ordinaires" (avec un retard pour la Côte d'Ivoire). De ce point de vue, on pourrait dire que la cacaoculture, en tant que

"produit", n'est plus une nouveauté; l'innovation est réalisée mais sa diffusion reste soumise aux discontinuités anciennes du tissu économique et social. Les obstacles peuvent provenir de discontinuités spatiales (comme l'éloignement du dispositif commercial) mais aussi, comme dans le cas ivoirien, de politiques économiques coloniales paralysantes.

b) Ensuite, la diffusion de la nouvelle culture induit de nouvelles activités spécialisées associées à la production cacaoyère. La banalisation de la cacaoculture n'exclut évidemment pas une différenciation sociale et économique: la "démocratisation" partielle de la cacaoculture s'accompagne au contraire d'un certain retrait des couches sociales dominantes au profit d'activités complémentaires plus lucratives: traite et transport du produit, crédit, investissement dans les fonctions politiques, notamment dans les fonctions d'arbitres ou d'intermédiaires entre les différentes catégories sociales impliquées dans l'activité cacaoyère ou avec les structures administratives coloniales... De ce point de vue, la "banalisation" ou la "normalisation" de la nouveauté relance le processus d'innovation par la création de nouvelles opportunités et de nouvelles discontinuités dans le tissu économique et social.

c) Enfin, le processus de diffusion induit de nouvelles différenciations régionales à l'échelle des territoires coloniaux, tant sous le rapport de la disponibilité en ressource forestière (la composante bio-écologique détermine les fronts pionniers au moins autant que le contexte socio-économique) que sous celui des identités socio-politico-culturelles. De ce point de vue, la normalisation de l'innovation-produit (a) et les nouvelles discontinuités que génèrent le processus de généralisation de la norme (b) changent la nature et les enjeux de l'innovation-processus dans le cours même de ce processus.

IV. LA "MASSIFICATION" DE LA NOUVEAUTE (DES ANNEES 1930 A L'APRES GUERRE)

Dans le modèle du changement social formalisé par Mendras et Forsé, cette majorité qui adopte tardivement la nouveauté est définie comme une masse "d'individus sceptiques" qui se décident par imitation. Cette explication manifeste ici, plus encore qu'à propos des phases précédentes de l'innovation, le danger de passer d'une description du profil sociologique des acteurs à une interprétation individualiste, psychologisante et a-historique de ce profil par négligence des effets cumulatifs, tant contextuels qu'institutionnels, du processus enclanché.

Dans le cas qui nous intéresse, comme indiqué plus haut, on ne peut plus guère parler d'innovation, du moins en ce qui concerne la cacaoculture comme produit nouveau. Cette nouveauté-là n'en est plus une et les nouveaux acteurs qu'elle concerne sont ceux qui ont été plutôt empêchés de s'y investir lors de la phase précédente. Par contre, le processus de "massification" de la nouveauté, au cours duquel celle-ci devient norme, continue de susciter de nouveaux ajustements et, par conséquent, la diffusion d'innovations organisationnelles et institutionnelles. Mais le contexte général est cependant différent: désormais la

reconversion cacaoyère est consommée. La cacaoculture n'est plus une innovation mais un enjeu constitué, notamment politique, pour des groupes d'acteurs diversifiés et à l'échelle de colonies entières, voire de la sous-région.

1. Une activité banalisée: nouveaux acteurs et nouvelles stratégies dans des contextes locaux différenciés

Derrière l'apparente "imitation" évoquée par le modèle épidémiologique à propos de la phase tardive d'innovation, on peut identifier différentes situations résultant de la combinaison de stratégies d'acteurs spécifiques, d'une part, et de contextes locaux différenciés, d'autre part.

a) Les principales stratégies se manifestent par des comportements spécifiques qui peuvent se combiner.

- Comportements d'adoption de la nouveauté par des acteurs qui, convaincus de l'opportunité cacaoyère, n'étaient pas jusqu'alors en mesure de le faire faute, soit d'une capacité d'initiative que leur interdisait le poids des rapports sociaux (cas des esclaves et descendants, cas de manoeuvres agricoles), soit de circuit organisé de commercialisation (cas des exploitants des régions forestières enclavées).

Les années 1930 voient l'aboutissement du processus de démocratisation de la cacaoculture. Dans les zones où la cacaoculture existe déjà depuis une génération (environ 30 ans), l'on note, dans les trois grands pays producteurs, une tendance marquée à l'émancipation des individus et des ménages soumis à des liens de dépendance très forts: esclaves et descendants d'esclaves, individus gagés. Après une première vague, assez limitée, de libération de ces "enfants de la cour" au moment de la pénétration coloniale, une bonne partie de ceux-ci n'avaient guère "profité" de la paix coloniale pour s'émanciper: soit qu'ils se considèrent comme traités de manière acceptable en dépit de leur bas statut, soit que les risques de l'émancipation soient jugés trop élevés eu égard au sort qui leur était réservé après leur libération (surtout en Côte d'Ivoire, où les esclaves libérés étaient corvéables à merci pour les administrateurs et les colons, et même "confiés" à des chefs locaux collaborant à l'entreprise coloniale). La situation change profondément à partir des années 1930. D'une part, les "enfants de la cour" peuvent recourir à des stratégies d'émancipation nouvelles (par le salariat et la migration urbaine ou rurale - leur permettant notamment d'accéder à une plantation hors de la région d'origine); d'autre part, la main d'oeuvre extérieure salariée présente pour les "pères" de ces dépendants un appoint de main d'oeuvre plus souple et finalement moins coûteux, dès lors que les migrations de travail dans les zones de plantation deviennent systématiques.

Le flux continu de main d'oeuvre, dorénavant en provenance des régions soudaniennes et non plus seulement des régions forestières périphériques, contribue également à alimenter l'enracinement de petits colons sur les fronts pionniers. D'anciens manoeuvres sont ainsi en mesure d'accéder à l'exploitation directe, surtout s'ils appartiennent au même ensemble culturel que les groupes d'accueil akan ou yoruba. En outre, surtout en Gold Coast, la

rareté relative de la main d'oeuvre eu égard à l'expansion des superficies plantées met les manoeuvres dans une position de force: le système de rémunération par partage du produit (*abusan*) se généralise et le contrat de travail se combine avec un contrat d'accès au foncier. Enfin, la baisse des prix consécutive à la crise des années 1930 rend encore plus difficile le paiement en espèce de la main d'oeuvre et renforce encore l'extension du système d'*abusan*.

- Comportements d'adoption par nécessité: l'accès à la monnaie européenne intervient non seulement dans les transactions ordinaires sur les biens de consommation mais aussi pour se procurer des biens de prestige et des biens matrimoniaux ou pour sanctionner des obligations sociales internes aux communautés elles-mêmes (prestations, amendes); or la cacaoculture apparaît comme le principal moyen d'accéder à ce moyen de transaction. Dans les régions de colonisation récente, les rentes ou les prestations demandées aux planteurs migrants ne suffisent plus à faire face aux besoins de numéraire; les aînés sont conduits à s'investir beaucoup plus dans la production elle-même. Les régions forestières périphériques de la Gold Coast et du pays Yoruba, qui tiraient encore un avantage de productions "anciennes" comme la noix de cola ou le palmier à huile dans les années 1920, sont définitivement converties au cacao avec l'extension du réseau de commercialisation de ce produit. C'est durant cette même phase "tardive" de la diffusion de la cacaoculture, mais toujours avec un décalage chronologique, que le centre-ouest ivoirien suit le même itinéraire, au détriment de la cueillette de cola et de la vente du riz (dont la production s'était développée auparavant, parallèlement à celle du cacao dans le sud-est, pour faire face à l'impôt colonial).

- Comportements défensifs, ou de sauvegarde. Dans ces mêmes régions de colonisation, où l'adoption par les autochtones se superpose à la diffusion par les étrangers, les autochtones sont amenés à reconsidérer les pratiques libérales de cession de droits d'exploitation et, face aux migrants en place, à garantir leurs droits fonciers par la plantation de cacaoyers; les cacaoyers sont d'ailleurs utilisés comme "marqueurs" de terre autant pour se prémunir contre la "vente" de terre aux étrangers par les aînés de lignage que pour contenir les migrants étrangers.

Un autre type de comportement défensif ayant pour conséquence une diffusion accrue de la cacaoculture peut encore naître de la volonté de rétablir un patrimoine productif déclinant. C'est par exemple le cas déjà évoqué de l'endettement, dont la généralisation dans les années 1930 conduit les débiteurs à abandonner les plantations gagées ou mises en garantie pour en reconstituer ailleurs. Mais c'est aussi le cas lorsque les plantations vieillissent - et, à cette époque, les plantations de la première génération sont dans cette situation en Gold Coast et au Nigeria. Il est alors plus facile, techniquement et financièrement, d'ouvrir de nouvelles plantations que de régénérer ou remplacer les vieux plants.

Enfin, notons que les baisses de prix du cacao dans les années 1930 provoquent une "stratégie défensive" (pour reprendre le terme de Yung et Bosc) qui ne nuit pas, tant s'en faut, à la production cacaoyère. Dans les trois colonies, face à la baisse des prix, les producteurs augmentent leurs livraisons pour compenser la

baisse de leur revenu. Il est vrai que ce comportement s'accompagne aussi d'une baisse du rythme des superficies nouvelles plantées en cacao, mais elle n'est cependant pas assez forte pour se faire durablement sentir dans la production des années suivantes. Le "désengagement relatif" des producteurs à l'égard du cacao, faiblement rémunéré, se fait plutôt sentir au niveau de l'entretien (swollen shoot au Ghana à la fin des années 1930).

Il faut mettre à part la période de la seconde guerre mondiale. A la question des prix s'ajoute alors la question de l'écoulement du produit. Mais il est remarquable de noter que cette situation a priori catastrophique n'aboutit pas non plus à un désengagement des producteurs. Elle provoque au contraire la création du Syndicat Agricole Africain pour défendre les intérêts de la profession.

- Comportements de diversification des activités au sein ou à partir de la filière constituée autour de la cacaoculture, comme durant la phase précédente mais avec une ampleur nouvelle due aux situations de crises internationales (crise des années 1930, Seconde Guerre) et au climat de contestation politique de l'ordre colonial. Ce sont encore les plus gros et les plus anciens planteurs qui semblent en mesure de mettre en oeuvre cette stratégie de diversification en mobilisant leurs réseaux de relations sociales au sein de la filière cacaoyère (traite, transport) ou à partir de celle-ci: cas des investissements dans le commerce et dans l'éducation des enfants (particulièrement exemplaire en pays yoruba); cas de la production caféière qui se développe dans le sud-est de la Gold Coast et en Côte d'Ivoire; cas de la production marchande de vivres dans les plus anciens foyers de la cacaoculture, proches de Lagos et d'Accra (Le cas de la caféiculture nécessiterait plus de précisions: elle constitue aussi une opportunité nouvelle pour des régions forestières peu favorables à la cacaoculture et donc aussi pour des migrants, généralement manoeuvres, qui en sont originaires, comme les Baule et les Ewe).

Mais apparaît un phénomène nouveau en cette fin de cycle d'innovation: le déplacement des enjeux stratégiques de la production vers les activités non productives, comme le commerce, les investissements sociaux (éducation, autorité locale) et de plus en plus les relations avec le pouvoir politique, redistributeur essentiel des ressources tirées de la cacaoculture. C'est donc, à partir des années 1930 et de la Seconde Guerre mondiale, une nouvelle page qui s'ouvre dans l'histoire de la diffusion de la cacaoculture, celle de la conquête des leviers de commande sur l'agriculture paysanne de plantation pleinement constituée.

b) Ces stratégies d'acteurs trouvent à se combiner différemment selon les contextes locaux. Les variations contextuelles manifestent simultanément:

- le déroulement du "cyle du cacao" à l'échelle de chacune des colonies. On peut établir une corrélation entre les combinaisons stratégiques, d'une part, et l'intensité et l'ancienneté de l'exploitation de la ressource forestière, d'autre part. On peut ainsi distinguer trois situations caractéristiques qui se combinent dans chacune des colonies en cette phase de fin de cycle de l'innovation:

Dans les anciens foyers de cacaoculture, dans lesquels les "comportements d'adoption par nécessité" sont déjà anciens, cette activité s'est "démocratisée" le plus complètement possible. Chez les autochtones, le statut de planteur est devenu une sorte de norme sociale minimale, les agriculteurs non planteurs relevant de catégories sociales dévalorisées (adultes confrontés à des situations sociales difficiles, étrangers). C'est aussi dans ces zones que l'endettement (rendu systématique par les avances sur lesquelles repose le mécanisme de la traite du produit) et le vieillissement des plantations grèvent le plus le potentiel productif et suscitent un flux de colonisation vers les régions pionnières. C'est enfin dans ces régions que se développent le plus les comportements de diversification / substitution des activités au sein ou à partir de la filière constituée autour de la cacaoculture.

Dans les zones de l'Hinterland forestier plus récemment "ouvertes" à la cacaoculture, il y a superposition de "phases" de l'innovation et de profils sociologiques différents: comportements d'adoption par nécessité, comportements de sauvegarde du patrimoine forestier à l'égard des étrangers ou des chefs de lignage tentés de brader le capital forestier cumulent leurs effets chez les autochtones, tandis que les planteurs migrants reportent dans ces régions, par une colonisation "offensive", les contraintes d'endettement et de vieillissement des plantations dans les régions d'origine. D'où l'aspect minier, qui affecte de plus en plus les régions les plus périphériques au moment-même où le "boom" cacaoyer décline en comparaison de la phase précédente.

- le positionnement de chacune des régions de cacaoculture dans l'espace social et économique de la colonie considérée. Ce positionnement n'est pas réductible à un mouvement de "diffusion" de la nouveauté; il conditionne une structuration de cet espace en termes de répartition inégale des contraintes et des ressources. Le déroulement du cycle bio-écologique de la cacaoculture décrit précédemment à partir du profil sociologique des acteurs, d'une part, et du "profil régional", d'autre part, n'est pas en effet le vecteur de diffusion d'une nouveauté mais constitue le vecteur d'imposition d'une norme. Il est donc simultanément un vecteur de répartition des inégalités par rapport à cette norme, tant au sein des catégories socio-économiques qu'au sein des différentes régions. Plus que jamais les catégories sociales qui confortent leur position sont celles qui participent le plus de l'exploitation minière des ressources forestières, plus que jamais les régions de cacaoculture récente sont dans une situation de "développement inégal" par rapport aux autres.

c) Les variations intercoloniales. La phase dont il est question est bien celle de l'avènement définitif de la cacaoculture paysanne, c'est-à-dire la fin du cycle de diffusion de l'innovation-produit (le cacaoyer) et la cristallisation de l'innovation-processus (création de nouvelles opportunités et de nouvelles discontinuités) par la constitution de rapports sociaux dominants situés hors de la sphère de production proprement dite. Cette phase s'effectue avec le même décalage chronologique que les phases précédentes entre la colonie française de la Côte d'Ivoire et les colonies britanniques du Nigeria et de la Gold-Coast (qui devient le Ghana en 1957).

Ce décalage s'explique toujours par les résistances du dispositif colonial français à "libérer" la dynamique cacaoyère indigène (pourtant largement reconnue par les autorités coloniales du Territoire) de ses verrous les plus archaïques. Le principal d'entre eux est alors le Code de l'Indigénat - avec le système de travail forcé ainsi que l'interventionnisme tâtilon qui lui sont associés. Bien que ces contraintes aient déjà été partiellement contournées par les initiatives des planteurs locaux (par exemple en détournant la main d'oeuvre voltaïque destinée aux entreprises coloniales vers les plantations indigènes, ou encore en impulsant les premières migrations de colonisation vers l'Ouest malgré les entraves à la libre circulation des "sujets" indigènes), ce n'est qu'à partir de l'abolition du Code de l'Indigénat en 1946-1947 que l'agriculture de plantation ivoirienne (avec sa composante caféière qui la distingue des deux autres cas considérés) rejoint la condition commune aux cacaocultures de la Gold Coast et du Nigeria. Ce décalage de 15 à 20 ans dans la "massification" de l'agriculture de plantation prendra l'apparence d'un avantage jusqu'aux années 1970-1980, dans la mesure où le processus de diffusion de la norme pourra se poursuivre quand, au Ghana et au Nigeria, se poseront, entre autres problèmes, celui du renouvellement des arbres et celui de la reproduction du système politico-économique basé sur les ressources dégagées par la production cacaoyère.

2. Effets organisationnels et institutionnels

La massification de la cacaoculture n'engendre pas mais rigidifie en les amplifiant les effets organisationnels et institutionnels de la phase précédente. Ces effets organisationnels et institutionnels se cristallisent autour de trois questions principales: 1) la question du revenu des producteurs directs et indirects en relation avec les fluctuations du marché et l'organisation des intérêts économiques coloniaux; 2) la question du réajustement des rapports économiques, politiques et sociaux entre des catégories d'acteurs diversifiés, suite à l'émergence d'une paysannerie et d'une société civile nationales essentiellement structurées par l'activité cacaoyère et par l'enjeu de la répartition des ressources tirées de cette activité (avec le cas particulier nigérian où la cacaoculture est l'élément à la fois structurant et distinctif d'une région dans un cadre politico-administratif fédéral très vaste); 3) celle de la nature de l'Etat colonial qui n'est plus en mesure de maîtriser les dynamiques locales.

Malgré la richesse des mouvements sociaux qui ont agité ces colonies durant cette période, on se contentera de signaler, parce qu'ils ne ressortissent plus de "l'innovation cacaoyère" proprement dite mais de la gestation des sociétés post-coloniales, les éléments significatifs des initiatives prises par les agents africains dans les domaines organisationnels et institutionnels. Dans tous les cas, ces initiatives concernent les trois questions signalées, inextricablement mêlées: celle du revenu des producteurs, celle des réajustements sociaux au niveau de la société civile globale, celle du devenir de l'Etat colonial.

a) Amplification des mouvements organisés et des associations des producteurs de cacao.

Il s'agit de réaction aux crises induites par le marché international, beaucoup plus accusées que celles de 1908 et de 1920-21. La crise de 1930-35 (la plus forte et la plus longue), la baisse des prix de 1937-1938 et la période de guerre 1940-1945, qui correspond en outre à une impossibilité d'écouler la plus grande partie de la production, donnent lieu à des mouvements organisés. Certains sont coordonnés à l'échelle nationale: hold-ups de 1930-1931 et de 1937-1938 au Ghana, contestation par les coopératives cacaoyères des pratiques commerciales des firmes exportatrices en 1937-1938 au Nigeria, union des coopératives nigérianes contre le Central Board mis en place durant la Guerre, Nigerian Farmers' Union de 1945... D'autres, peu nombreux, le sont à l'échelle intercoloniale: en relation ou en continuité avec l'organisation mise en place par Tete Ansa précédemment entre la Gold Coast et le Nigeria: en 1930 avec la West African Cooperative Producers, en 1944-1945 avec le Farmers' Committee of British West Africa...

C'est significativement durant cette période que ce type de mouvement gagne la Côte d'Ivoire, conformément au décalage de cette colonie dans le cycle ouest-africain de la cacaoculture. Un mouvement de stockage de la production et de boycottage des produits importés dirigé par le Roi de l'Indénié Boa Kouassi et animé par le planteur-médecin Houphouët-Boigny intervient en 1930-1932, en relation avec le mouvement similaire en Gold Coast. D'autres mouvements de ce type ont lieu en Côte d'Ivoire en 1937-1938 et en 1949-1950.

Ces mouvements, comme durant la période précédente, sont relayés par des associations permanentes: coopératives et associations de fermiers - celles-ci demeurant plus autonomes du contrôle gouvernemental qui parvient par contre à s'imposer sur les structures coopératives par le biais de leur reconnaissance officielle au Ghana et au Nigeria au milieu des années 1930.

b) Développement des conflits autour de l'enjeu cacaoyer. L'enjeu essentiel n'est plus l'accès aux ressources productives, matérielles et organisationnelles, mais l'accès aux ressources générées par l'appareil productif désormais constitué dans ses grandes lignes. Bien évidemment, l'accès à la forêt, à la main d'oeuvre ou au crédit demeure une préoccupation constante des producteurs, en fonction de leur position sociale, du contexte local de leur exploitation ou de la conjoncture économique. A preuve, les conflits et les négociations qui concernent les relations entre exploitants autochtones et allochtones ou entre manoeuvres et exploitants dans les trois colonies. Mais, en gros, il n'y a pas dans ces domaines d'innovations remarquables par rapport à la phase précédente. Par contre, c'est dans le domaine de l'institutionnalisation des rapports de pouvoir pour contrôler la rente cacaoyère que les initiatives se multiplient.

Par exemple, les mouvements et les associations sont traversés par des enjeux de pouvoir entre planteurs, chefs, traitants et intellectuels militant dans les partis nationalistes (la création du Syndicat Agricole Africain en 1944 en Côte d'Ivoire manifestant l'accès définitif de l'agriculture de plantation ivoirienne à

la phase de "massification de la nouveauté" atteinte par les deux autres colonies bien avant la Guerre). Autre exemple: la dimension ethnico-régionale de ces mouvements et de ces associations, étroitement corrélée au système de représentation politique mis en place par les autorités coloniales (concurrence entre les organisations "paysannes" du sud de la Gold Coast et celles de l'Ashanti; utilisation du mouvement coopératif dans les luttes politiques internes au pays yoruba et dans la lutte politique avec les autres Etats de la Fédération nigériane; stratégies régionalistes au sein du Syndicat Agricole Africain en Côte d'Ivoire). Troisième exemple d'innovation institutionnelle majeure typique du nouvel ordre social: la "conversion" au début des années 1950 des élites politiques nationalistes aux vertus des Marketing Boards et des Caisses de stabilisation et leur utilisation ultérieure comme instrument de contrôle politique. C'est par conséquent au niveau politique que les conséquences de la massification de la cacaoculture (et de la sensibilité aux crises induites par son intégration au marché mondial) furent les plus importantes, enclanchant un nouveau cycle de changement social dans lequel la diffusion de la cacaoculture n'est plus que secondaire.

c) L'innovation politique: la question de l'Etat. La "nouveauté" change de nature. Elle concerne désormais les conditions de reproduction de l'Etat colonial comme élément de redistribution de la rente cacaoyère et comme élément principal de régulation entre le milieu rural, le milieu politique africain et les autorités coloniales. Hopkins distingue par exemple une évolution en trois phases de ces rapports:

- Première phase : jusqu'à la première guerre mondiale où, en dehors de la baisse des prix de 1908, il n'y eut pas de crise majeure mais plutôt des cours soutenus. Durant cette phase, les leaders politiques de la côte, plutôt en rivalité avec les dirigeants traditionnels des zones rurales, ne se préoccupent pas de politique économique.

- Deuxième phase : de la fin de la première guerre au milieu des années 30, période marquée par une succession de problèmes économiques aigus et l'émergence de leaders politiques modérés prônant une politique économique réformatrice (cas de Tete Ansa). L'idéologie coopérativiste est dominante.

- Enfin, à partir de la seconde moitié des années 30, marquée par l'échec provisoire du grand hold-up de 37-38, l'apparition de programmes radicaux, prônant l'indépendance politique et économique (Azikiwe au Nigeria, Danquah au Ghana, l'aile radicale du R.D.A. en Côte d'Ivoire).

Dès lors, la cacaoculture n'est même plus un facteur d'innovation-processus mais une source de rigidités et de contraintes nouvelles à gérer, du moins du point de vue des nouveaux acteurs-innovateurs dominants. Les éléments qui, quarante ans plus tôt, ont servi l'innovation-processus sont désormais des contraintes qui hypothèquent à terme le nouveau cours du changement: 1) Le "régime de l'innovation" est dicté par des stratégies de reconversion qui privilégient maintenant des stratégies non paysannes (activités non agricoles, accès aux fonctions administratives et politiques, projet d'une société industrielle). En dépit des innovations incrémentales que les cacaoculteurs

mettent en oeuvre dans les pratiques agricoles, l'agriculteur n'est plus perçu comme innovateur dans le nouveau cadre conceptuel moderniste; 2) Le différentiel bio-écologique entre régions s'épuise, le ressort apparent de la diffusion de l'innovation-produit est détendu; 3) la disparition progressive de la rente-forêt accroît les tensions sociales au sein même des paysanneries et menace la reproduction du système dans son ensemble.

CONCLUSION

Tout se passe comme si l'on revenait à la case départ: née d'une réponse à une crise de reconversion des économies ouest-africaines, la cacaoculture crée en se généralisant les conditions d'une nouvelle crise de reconversion de grande ampleur.

La plupart des commentateurs contemporains, obnubilés par la seule composante bio-écologique de l'agriculture de plantation, en impute la responsabilité aux aspects techniques: extensivité des techniques utilisées par les agents de la production ou défauts de technicité des politiques économiques appliquées

er e u se él p

Le paradoxe majeur de l'innovation cacaoyère est sans doute que, reposant au départ sur une technologie éminemment "flexible" et "démocratique", elle a acquis dans le contexte colonial et, plus encore, post-colonial un "contenu politique inhérent" sur lequel s'est bâti un nouvel ordre social. L'histoire de la cacaoculture durant les phases où celle-ci apparaît à la fois comme innovation-produit et comme innovation-processus (le premier aspect s'effaçant progressivement face au second, avant que ce dernier ne se transforme à son tour lorsque l'enjeu politique déterminera l'accès aux ressources essentielles) semble corroborer la thèse que l'innovation et sa maîtrise sont davantage conditionnées par les incertitudes des ajustements sociaux que par la rationalisation des techniques.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

GENERALITES

BARLOW C., JAYASURIYA S.K., 1986 - Stages of Development in Smallholder Tree Crop Agriculture, NCDS, Australian National University, Working Paper N° 86/8.

BERRY S. 1988 - "Property rights and rural resource management: the case of tree crops in West Africa", Cah. Sc. Hum., 24, 1: 3-16.

BERRY S., 1989 - "Social institutions and access to resources", Africa, 59, 1: 41-55.

BINSWANGER H., McINTIRE J., 1987 - "Behavioral and Material Determinants of Production Relations in Land-abundant Tropical Agriculture", Economic Development and Cultural Change, 36: 73-99.

JARRIGE F., RUF F., 1989 - "Comprendre la crise du cacao", Séminaire CIRAD Economie des filières.

MENDRAS H., FORSE M., Le changement social, Paris, A. Colin.

MEYER J.B., 1992 - La dynamique de la demande dans l'innovation, Thèse Ecole Nationale Supérieure des mines de Paris - Centre de sociologie de l'Innovation.

RUF F., 1991 - Les crises cacaoyères. La malédiction des âges d'or?, Cah. Et. Afr., XXXI, 1-2:83-134.

TREILLON R., 1992 - L'innovation technologique dans les pays du Sud. Le cas de l'agro-alimentaire, Paris, ACCT-CTA-Karthala.

HISTOIRE ECONOMIQUE GENERALE

AUSTEN A., 1987 - African Economic History. Internal Development and External Dependency. Curry-Heinemann, London-Portsmouth.

BATES R., 1981 - Market and States in Tropical Africa, Berkeley, Univ. of California Press.

FORBES MUNRO J., 1976 - Africa and the International Economy, London, Dent & Sons.

HART K., 1982 - The Political Economy of West African Agriculture, Cambridge University Press.

HOPKINS A.G., 1973 - An Economic History of West Africa, Longman, London.

ILIFFE J., 1983 - The Emergence of African Capitalism, University of Minnesota Press, 113 p.

PHILLIPS A., 1989 - The Enigma of Colonialism. British Policy in West Africa, James Currey-Indiana University Press.

NIGERIA

BEER C., 1976 - The Politics of Peasant Groups in Western Nigeria, Ibadan University Press, 276 p.

BERRY S., 1974 - "The concept of innovation and the history of cocoa farming in Western Nigeria", *Journal of African History*, XV, 1.

BERRY S., 1975 - Cocoa, custom and socio-economic change in rural western Nigeria, Clarendon Press, Oxford.

BERRY S.S., 1985 - Fathers work for their sons. Accumulation, Mobility and Class Formation in an extended Yoruba Community, University of California Press, 225 p.

CLARKE J., 1981 - "Households and the political economy of small-scale cash crop production in South-Western Nigeria", *Africa* 51 (4) : 807-823.

FALOLA T., 1987 - "Power Relations and Social Interactions among Ibadan Slaves, 1850-1900", *African Economic History*, n° 16 : 95-114.

HOPKINS A.G., 1966 - "Economic aspects of political movements in Nigeria and in the Gold Coast 1918-1939", *Journal of African History*, VII, 1 : 133-152.

HOPKINS A.G., 1978 - "Innovation in a colonial context : african origins of the nigerian cocoa-farming industry, 1880-1920", in DEWEY C. and HOPKINS

A.G., *The Imperial Impact : Studies in the Economic History of Africa and India*, University of London, The Athlone Press : 83-966 et 341-342.

LLOYD P.C. - *Yoruba Land Law*, Oxford University Press, 378 p.

GHANA

ARHIN K., 1986 - "A note on the asante akonkofo : a non-literate sub-elite, 1900-1930", *Africa*, 56, 1 : 25-31.

ARHIN K., 1980 - "The Economic and Social Significance of Rubber Production and Exchange on the Gold and Ivory Coasts, 1880-1900", *Cahiers d'Etudes Africaines*, XX-1,2 : 49-62.

AUSTIN G., 1987 - "The emergence of capitalist relations in South Asante cocoa-farming, c. 1916-1933", *Journal of African History*, 28 : 259-279.

AUSTIN G., 1988 - "Capitalists and Chiefs in the Cocoa Hold-Ups in South Asante, 1927-1938", *The International Journal of African Historical Studies*, 21, 1 : 63-95.

BECKMAN B., 1976 - *Organising the Farmers. Cocoa Politics and National Development in Ghana*, Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 299 p.

BENNEH G., 1970 - "The Impact of Cocoa Cultivation on the Traditional Land Tenure System of the Akan of Ghana", *Ghana Journal of Sociology*, 6, 1 : 43-61.

BOURRET F.M., 1949 - *The Gold-Coast. A survey of the Gold-Coast and British Togoland 1919-1946*, London, Geoffrey Cumberlege, Oxford University Press.

BROKENSHA D., 1986 - *Social Change at Larteh, Ghana*, Oxford, Clarendon Press, 294 p.

DICKSON K.B., 1971 - *A Historical Geography of Ghana*, Cambridge University Press.

DUMETT R., 1971 - "The Rubber Trade of the Gold-Coast and Asante in the Nineteenth Century : African Innovation and Market Responsiveness", *Journal of African History*, XII, 1 : 79-101.

DUNN J. et ROBERTSON A.F., 1973 - *Dependance and Opportunity : Political Change in Ahafo (Ghana)*, Cambridge University Press, 400 p.

FORTES M., 1948 - "The Ashanti Social Survey : A Preliminary Report", *The Rhodes-Livingstone Journal*, n° 6 : 1-36.

GASTELLU J.-M., 1980 - "Les plantations de cacao au Ghana", *Cah. ORSTOM - Sciences Humaines*, XVIII, 2: 225-254.

GREEN R.H., HYMER S.H., 1966 - "Cocoa in the Gold Coast : A Study in the Relations between African Farmers and Agricultural Experts", *Journal of Economic History*, 26, 3 : 299-319.

GUNNARSON C., 1978 - *The Gold-Coast Cocoa Industry 1900-1939. Production, Prices and Structural Change*, Av-Centrale, Lund, 184 p. (Suède).

HILL P., 1956 - *The Gold-Coast Cocoa Farmer. A Preliminary Survey*, London, Oxford University Press, 139 p.

HILL P., 1970 - *The Migrant Cocoa-Farmers of Southern Ghana. A Study in Rural Capitalism*, Cambridge University Press.

HOWARD R., 1980 - "Formation and stratification of the Peasantry in Colonial Ghana", *Journal of Peasant Studies*, 8, 1.

JOHNSON T.J., 1972 - "Protest, tradition and change: Southern Gold Coast Riots, 1890-1920", *Economy and Society*, I, 2: 164-193.

KONINGS P., 1986 - *The State and Rural Class Formation in Ghana : A Comparative Analysis*, London, KPI, Monograph from the African Studies Center, Leiden, 391 p.

MILES J., 1978 - "Rural Protest in the Gold-Coast : The Cocoa Hold-Ups, 1908-1938", in DEWEY C. and HOPKINS A.G., *The Imperial Impact...*, London, The Athlone Press : 152-170.

POKU K., 1969 - "People of slave origine in Ashanti", *Ghana Journal of Sociology*, 5, 1 : 33-38.

ROBERTSON A.F., 1982 - "Abusa : The Structural History of an Economic Contract", *Journal of Development Studies*, 18, 4 : 447-478.

SUTTON I., 1983 - "Labour in Commercial Agricultural in Ghana in the late Nineteenth and early Twentieth Centuries", *Journal of African History*, 24 : 461-483.

TUDHOPE W.S., 1909 - "The Development of the Cocoa Industry in the Gold Coast and Ashanti", *Journal of the African Society*, vol. IX, october : 34-45.

WILKS I., 1975 - "Dissidence in Asante Politics : Two tracts from the late nineteenth Century", in I. ABU-LUGHOD éd., *African Themes*, Evanston, Northwestern University : 47-63.

COTE D'IVOIRE

ARNOLD P., 1983 - *Emergence et structures d'une paysannerie africaine. Les petits planteurs baoulé de Bocanda et Daoukro (Côte d'Ivoire)*, Thèse de l'Université de Genève.

BOUTILLIER J.-L., 1960, - Bongouanou, Côte d'Ivoire. Etude socio-économique d'une subdivision, Paris, Berger-Levrault.

CHAUVEAU J.P., DOZON J.P., 1985 - "Colonisation, économie de plantation et société civile en Côte d'Ivoire", Cahiers ORSTOM Sciences Humaines, XXI, 1.

DOZON J.-P., 1985 - La société Bete, Côte d'Ivoire, Paris, ORSTOM-Karthala.

DUPIRE M., 1960 - Planteurs autochtones et étrangers en basse Côte d'Ivoire orientale, Etudes Eburnéennes, VII.

EKANZA S.P., 1983 - Mutations d'une société rurale. Les Agni du Moronou: XVIIIe siècle-1939, Thèse, Aix-en-Provence.

GASTELLU J.-M., 1989 - Riches paysans de Côte d'Ivoire, Paris, L'Harmattan.

GROFF D., 1980 - The Development of Capitalism in the Ivory Coast: the Case of Assikasso, 1880-1940, Ph.D. Thesis, Stanford University.

KOBEN A., 1956 - Le planteur noir, Etudes Eburnéennes, V.

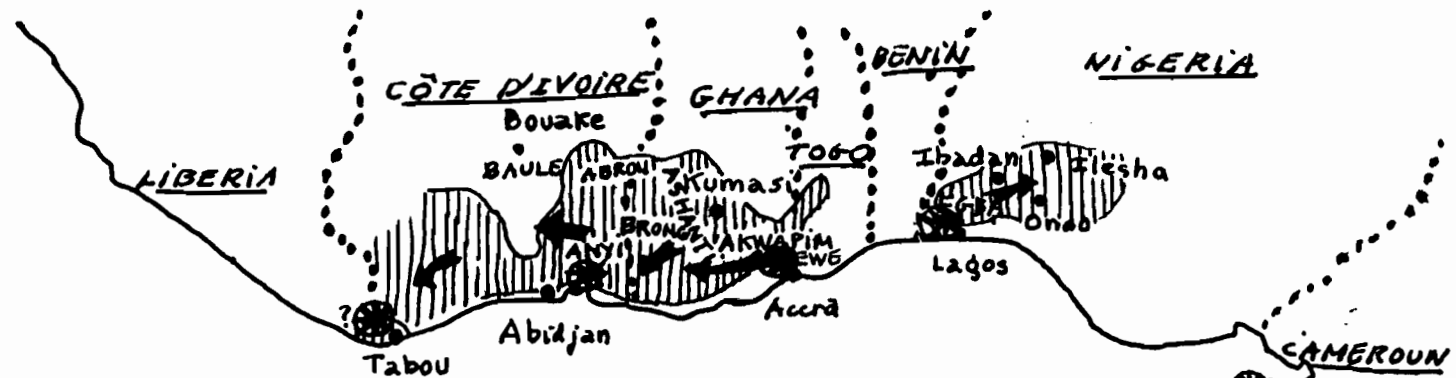
ROUGERIE G., 1957 - Pays Agnis du sud-est de la Côte d'Ivoire. Essai de géographie humaine, Etudes Eburnéennes, VI.

RUF F., 1988 - Stratification sociale en économie de plantation ivoirienne, Thèse Paris X.

RUF F., 1991 - Les crises cacaoyères. La malédiction des âges d'or?, Cah. Et. Afr., XXXI, 1-2:83-134.


TAUXIER L., 1932 - Religion, moeurs et coutumes des Agni de la Côte d'Ivoire, Paris, Geuthner.

CARTE DE SITUATION DE LA PRODUCTION CACAÏÈRE EN AFRIQUE DE LOUEST



- ☉ Foyers originels
- ➔ Direction de la diffusion
- Kumasi Villos
- Eoba, Anyi Groupes ou Etats
- LIBERIA Pays
- Frontières

OCEAN

 Zone de production cacaoyère